



# PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Délégation départementale de Haute-Savoie  
Pôle Santé Publique

Arrêté préfectoral ARS/DD74/DSP n° 2022 - 35 du 09 NOV. 2022

Acquisitions foncières des périmètres de protection immédiate des captages d'eau des **Chevriers** (communes de Boège, Bogève), captage de **La Veursaz** (commune de Boège), captages de **la Biolle** (commune de St André de Boège), du captage du **Tové** (commune de Villard sur Boège), captages des **Arces** et captages des **Granges Mamet** (commune d' Habère Poche)

Réitération de l'utilité publique et détermination des parcelles à acquérir par le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE pour la création des périmètres de protection des captages d'eau des **Chevriers** (communes de Boège, Bogève), captage de **La Veursaz** (commune de Boège), captages de **la Biolle** (commune de St André de Boège), du captage du **Tové** (commune de Villard sur Boège), captages des **Arces** et captages des **Granges Mamet** (commune d' Habère Poche) .

### ENQUETES CONJOINTES PREALABLE A LA REITERATION DE L'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE DES CAPTAGES

**VU** le Code de l'Environnement, notamment l'article L211-1 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, les articles L214-1 à L214-6 relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration et l'article L215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales ;

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ; dans sa partie réglementaire, notamment les articles R 1321-1, 6, 7 et 13,

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté de Déclaration d'utilité Publique n° DDA.B/9-82 en date du 15 mars 1982,  
**VU** l'arrêté de Déclaration d'utilité Publique n° DDAF-B/15-96 en date du 16 novembre 1996,  
**VU** l'arrêté de Déclaration d'utilité Publique n° 2012199-0023 en date du 17 juillet 2012,  
**VU** l'arrêté de Déclaration d'utilité Publique n° 2012277-0005 en date du 03 octobre 2012,  
**VU** l'arrêté de Déclaration d'utilité Publique n° ARS/DD74/ES/2016-051 en date du 25 octobre 2016,

**VU** la délibération en date du 08/12/2021 par laquelle le SYNDICAT DES EAUX DES RO-CAILLES ET DE BELLECOMBE :

- demande qu'il soit procédé à l'enquête préalable à la réitération de l'utilité publique et à l'enquête parcellaire complémentaire pour des captages d'eau des **Chevriers** (communes de Boège, Bogève), captage de **La Veursaz** (commune de Boège), captages de **la Biolle** (commune de St André de Boège), du captage du **Tové** (commune de Villard sur Boège ), captages des **Arces** et captages des **Granges Mamet** (commune d' Habère Poche) ;
- s'engage à créer les ressources nécessaires à la réalisation de l'opération ainsi qu'à l'entretien et à la surveillance des ouvrages des périmètres.

**VU** les pièces du dossier transmis pour être soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire conjointe ;

**VU** les plans et états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du point d'eau, annexés au présent arrêté ;

**VU** la décision du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 13/10/2022 portant désignation du commissaire enquêteur ;

**VU** l'avis de Monsieur le délégué départemental de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, préalable à l'ouverture de l'enquête ;

**SUR** la proposition de Monsieur le secrétaire général,

#### ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup>: Il sera procédé conjointement sur le territoire des communes de BOEGE, BOGEVE, SAINT-ANDRE-DE-BOEGE, VILLARD-SUR-BOEGE et HABERE-POCHE :

- à une enquête visant à réitération de l'utilité publique des captages d'eau des **Chevriers** (communes de Boège, Bogève), captage de **La Veursaz** (commune de Boège), captages de **la Biolle** (commune de St André de Boège), du captage du **Tové** (commune de Villard sur Boège ), captages des **Arces** et captages des **Granges Mamet** (commune d' Habère Poche) ;
- à une enquête parcellaire destinée à la recherche des propriétaires, titulaires de droits réels et des autres intéressés.



lettre devra lui parvenir avant la date de clôture de l'enquête, et sera annexée au registre d'enquête. Une adresse mail dédiée permet de recueillir les observations par voie électronique : [enqueteperimetres@s-rb.fr](mailto:enqueteperimetres@s-rb.fr)

**Article 4** - A l'expiration du délai fixé ci-dessus, Madame le Commissaire Enquêteur, après avoir clos et signé les registres, dispose d'un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête (soit jusqu'au 03/04/2023) pour remettre son rapport, avec le dossier d'enquête et le registre, le tout accompagné de ses conclusions motivées à la Délégation Départementale de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes (service Environnement et Santé).

Si les conclusions du commissaire-enquêteur sont défavorables à l'adoption du projet, le SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE sera appelé à émettre son avis dans les trois mois par une délibération motivée dont le procès-verbal devra être joint au dossier qui sera transmis à la Délégation Départementale de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes (service Environnement et Santé).

Une copie du rapport du commissaire-enquêteur restera déposée en mairies de BOEGE et de HABERE-POCHE ainsi qu'à la Délégation Départementale de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes (service Environnement et Santé), où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

### **ENQUÊTE PARCELLAIRE**

**Article 5** : Les plans et états parcellaires ainsi qu'un registre d'enquête ouvert, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés en mairies de BOEGE, BOGEVE, SAINT-ANDRE-DE-BOEGE, VILLARD-SUR-BOEGE et HABERE-POCHE pendant le délai fixé à l'article 3 du présent arrêté et aux jours et heures indiquées afin que chacun puisse en prendre connaissance.

**Article 6** : A l'expiration du délai fixé ci-dessus, Madame le Maire de la commune de BOEGE et Monsieur le Maire de la commune de HABERE-POCHE, après avoir clos et signé les registres d'enquête, les transmettront dans les 24 heures avec les dossiers d'enquête au commissaire-enquêteur qui dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête (soit jusqu'au 03/04/2023) pour remettre le procès-verbal des opérations et son avis sur l'emprise projetée à la Délégation Départementale de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes (service Environnement et Santé).

**Article 7** : Notification individuelle du dépôt du dossier sera faite, avant l'ouverture de l'enquête, par la Société TERACTION, pour le compte du SYNDICAT DES EAUX DES ROCAILLES ET DE BELLECOMBE, à chacun des propriétaires et ayants droits intéressés, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

### **PUBLICITÉ**

**Article 8** : Un avis d'enquête, établi par mes soins, sera alors publié dans les communes de BOEGE, BOGEVE, SAINT-ANDRE-DE-BOEGE, VILLARD-SUR-BOEGE et HABERE-POCHE par voie

d'affiche et éventuellement par tous autres procédés en usage dans ces communes, 8 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du Maire de chaque commune, annexé aux dossiers d'enquête.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans deux journaux, diffusés dans le Département, 8 jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci.

Un exemplaire de chacun des journaux sera annexé au dossier principal d'enquête dès parution.

L'avis sera également publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2023> avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée.

Article 9 : Dès publication du présent arrêté, le dossier pourra être consulté par quiconque en fera la demande à la Délégation Départementale de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes (service Environnement et Santé), pendant les heures d'ouverture au public, et le restera sans limitation de durée.

Article 10 : La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application des articles L 311-1, L 311-2, L 311-3 et R 311-1 modifié du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui stipulent :

"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation".

"Dans le mois qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, les personnes qui ont les droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes".

"Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à l'indemnité".

Article 11 :

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture,  
Madame le maire de la Commune de BOEGE,  
Monsieur le maire de la Commune de HABERE-POCHE,  
Monsieur le maire de la Commune de BOGEVE,  
Monsieur le maire de la Commune de SAINT-ANDRE-DE-BOEGE,  
Monsieur le maire de la Commune de VILLARD-SUR-BOEGE,  
Madame le commissaire-enquêteur,  
Monsieur le directeur de TERACTION,  
Monsieur le délégué Départemental de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à :

- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble
- Monsieur le directeur départemental des Territoires,
- Monsieur le président de la Chambre d'Agriculture,
- Monsieur le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement,
- Monsieur le directeur de l'Agence de l'Eau,
- Monsieur le directeur de l'Office National des Forêts.

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
le secrétaire général

  
**Thomas FAUCONNIER**

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Haute-Savoie. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de GRENOBLE, 2 place Verdun, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).